

• (4.40 p.m.)

Les critiques de l'opposition sont conscients des effets destructeurs de l'inflation galopante. Je m'intéresse à l'expérience que font nos amis socialistes en Grande-Bretagne. M. Harold Wilson a signalé aux Britanniques qu'ils devraient peut-être même passer par une période de chômage avant que le gouvernement n'atteigne ses buts économiques. C'est ce qu'il a dit aux Britanniques et, en effet, ils ont souffert du chômage. Fort heureusement, ils semblent surmonter cette difficulté pour le moment. Et pourtant, le parti socialiste canadien blâme le gouvernement parce que le niveau de chômage est plus élevé qu'en temps normal.

Les députés de l'opposition officielle, en particulier, sont conscients des effets de l'inflation. Toutefois, ils semblent accueillir avec joie la libéralisation de la monnaie malgré les privations qu'elle imposerait aux pauvres, aux miséreux et aux défavorisés. D'une part, ils demandent au gouvernement de restreindre ses dépenses. Combien de fois ont-ils dénoncé à la Chambre ce qu'ils ont appelé la prodigalité et l'extravagance du gouvernement. Et dans le même souffle, ils préconisent des dépenses d'une telle ampleur que si elles étaient acceptées, les impôts de tous les travailleurs devraient être haussés.

On veut des taux d'intérêt moindres, sans tenir aucun compte du fait que la plupart de nos maux économiques naissent outre-frontières là où l'on a ajouté le financement d'une guerre onéreuse à une économie de temps de paix, ce qui a fait déferler une vague d'inflation contre laquelle on n'a pu prémunir le Canada. L'opposition compte dans ses rangs de sages économistes qui ont préféré se tenir cois au cours de ce débat, car ils savent bien que tout cela est vrai. Ils savent que l'Amérique du Nord traverse une phase difficile. Quelques-uns des critiques ont demandé au gouvernement de prendre de nouvelles initiatives, mais ils n'ont pu proposer de nouvelles idées de leur propre cru. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a dit, l'autre jour, dans une situation semblable, qu'il n'appartenait pas à l'opposition de proposer des idées. C'était plutôt, selon lui, le rôle du gouvernement. Monsieur l'Orateur, dans une démocratie moderne, chaque citoyen se doit de contribuer à la banque des bonnes idées.

Certains députés d'en face disent aux Canadiens depuis des années qu'ils favorisent la réforme fiscale. Certains d'entre eux, surtout les membres de l'opposition officielle, disent depuis des années qu'ils préconisent un régime fiscal plus équitable. Or, aujourd'hui, ils s'opposent à la réforme fiscale. Le Livre blanc sur la fiscalité est devenu un objet de

dérision; on en demande le retrait. Mais on ne nous offre aucune solution de rechange. En attendant, les pauvres, les défavorisés, les faibles, tous ceux dont le sort les préoccupe, à ce qu'ils disent, comptent sur eux en vain. Aucune idée n'a été présentée par l'opposition officielle qui aurait encouragé l'équité fiscale. Le chef de l'opposition devrait consacrer plus de temps à la Chambre pour nous dire de quelle manière il faudrait modifier les propositions du Livre blanc; au lieu de cela, il s'est engagé dans la folle tournée nationale des déjeuners-conférences disant partout qu'il faut jeter le Livre blanc au panier et les gens qui ont payé \$100 pour le repas applaudissent ces propos.

Je viens d'une province où, il est vrai, beaucoup sont en chômage. Néanmoins, nombreux sont ceux qui viennent en Colombie-Britannique des autres provinces pour trouver du travail. Si les mesures actuelles ne réussissent pas à stimuler l'emploi en Colombie-Britannique comme dans les autres provinces, j'espère que le gouvernement changera sa politique. Mais qu'on ne dise pas qu'il n'y a pas eu de nouvelles idées. Je crois que le temps est venu pour l'opposition d'expliquer exactement ce qu'elle est prête à faire. Il nous faut quelque chose de plus que des discours enflammés comme ceux que certaines gens d'en face ont prononcés au cours de ce débat. Vont-ils recommander qu'on accepte des restrictions volontaires pour les salaires, les prix et les profits?

Une voix: Non.

M. Winch: Et vous?

M. Perrault: Par exemple, le chef du NPD demandera-t-il au Congrès du Travail du Canada d'accepter volontairement des normes sur les salaires? Le chef du parti conservateur demandera-t-il à l'industrie d'accepter volontairement des normes sur les prix et les bénéfices? Ou exigent-ils des contrôles obligatoires sur les salaires, les prix et les bénéfices? Ils devraient dire exactement ce qu'ils pensent, car la nation canadienne a le droit de savoir quelles mesures l'opposition favorise. La plupart des gens savent ce à quoi ces partis s'opposent, mais très peu ont une idée de ce qu'ils appuient. Le fait est que certains des plus volubiles députés de l'opposition sont évidemment à court d'idées. C'est bein malheureux, parce que nous avons besoin de leurs meilleurs penseurs pour seconder un peu les efforts du gouvernement dans l'exécution de son mandat.

Il y a quelques minutes, un des participants au débat a signalé ce qui se passait dans d'au-